

Concertation francophone de haut-niveau sur les violences faites aux femmes et aux filles  
**57<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme**

**New York, le 4 mars 2013**

Madame la Directrice exécutive d'ONU Femmes  
Excellences,  
Chers collègues,

Je suis très heureuse de participer ce soir à la concertation francophone de haut-niveau sur les violences faites aux femmes et aux filles dans le cadre de la 57<sup>e</sup> Commission de la condition de la femme. Mon pays est convaincu de longue date que la Francophonie forme un cadre approprié pour traiter des questions de la promotion de la femme. Permettez-moi dans ce contexte de rappeler la tenue à Luxembourg, il y a treize ans, de la Conférence des Femmes de la Francophonie sur le thème de « Femmes, pouvoirs et développement » et la déclaration finale que nous y avons adoptée. Dans cette déclaration, nous soulignons notre volonté de garantir aux femmes une citoyenneté partagée, entière et active dans nos sociétés et nous reconnaissons par la même occasion la contribution positive que l'Organisation internationale de la Francophonie pouvait y apporter.

En effet, en réunissant 77 pays de tous les continents et quelque 900 millions d'hommes et de femmes; tous distincts mais non pas opposés ; tous différents mais cependant unis par une même langue et par un commun respect des valeurs universelles, l'Organisation internationale de la Francophonie se prête idéalement comme lieu de rencontre et d'échanges, comme plate-forme pour aborder les questions de la condition de la femme. La Francophonie nous permet de dépasser les clivages traditionnels entre le Nord et le Sud, entre petits et grands, entre prospères et ceux en voie de développement. Nous y sommes en quelque sorte « en famille » et cette atmosphère est propice pour la collaboration dans le domaine qui nous est cher et qui nous réunit en ce jour.

Nous le prouvons une fois de plus en adoptant aujourd'hui un Plan d'action francophone sur les violences faites aux femmes et aux filles. Ce document résulte, comme il a été rappelé, des engagements pris lors de la XIV<sup>e</sup> Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage lors du Sommet de Kinshasa en 2012. Il s'inscrit également dans la suite logique de l'Accord-cadre de coopération qui lie depuis mai 2012 l'OIF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ONU Femmes dont la Directrice exécutive nous fait l'honneur de sa présence.

En s'accordant sur une démarche commune à suivre, les Etats et gouvernements membres de la Francophonie affirment dans ce plan d'action leur volonté d'améliorer les plans de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ce faisant, il prend en compte toutes les formes de violence portant atteinte à l'intégrité de la femme et inclut la souffrance physique, sexuelle ou

psychologique. Ce n'est qu'en prenant en compte toute la dimension du problème qu'on parviendra à apporter une réponse globale à ce fléau.

Je nous souhaite à tous et à toutes une 57<sup>e</sup> Commission de la condition de la femme fructueuse afin de maintenir et d'intensifier notre effort pour l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Le présent Plan d'action constitue en tous cas une contribution francophone utile aux travaux et conclusions de la 57<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme.

Je vous remercie de votre attention.